

## **Face à la crise européenne\***

**Michel Husson, conseil scientifique Attac-France, novembre 2010**

Les politiques économiques menées aujourd'hui en Europe marquent un retour brutal aux dogmes néolibéraux. Leur objectif immédiat est de faire payer la crise à l'ensemble des citoyens qui n'en sont pas responsables et, au-delà, de réduire un peu plus la taille de l'Etat social. Face à de telles orientations qui ne peuvent conduire qu'à un approfondissement de la crise économique et sociale, il faut réfléchir aux contours d'une autre construction européenne.

### **Le ver était dans le fruit**

Vouloir construire un espace économique avec une monnaie unique, mais sans un budget suffisant, n'était pas un projet cohérent. Une union monétaire tronquée devient une machine à fabriquer de l'hétérogénéité. Les taux d'inflation n'ont aucune raison de s'aligner. Les prix d'un pays augmentent en fonction de son inflation propre - même si les coûts salariaux sont « tenus » - modifiant ainsi la compétitivité relative à l'intérieur de la zone euro. Dans le même temps, les taux d'intérêts réels divergent eux aussi, puisqu'ils se calculent par différence entre un taux d'intérêt à peu près commun et le taux d'inflation propre à chaque pays. Les pays connaissant une inflation supérieure à la moyenne perdent en compétitivité et sont incités à fonder leur croissance sur le surendettement ou sur leur spécialisation, en sens inverse d'une homogénéisation des structures productives.

Rétrospectivement, le choix de l'euro n'avait d'ailleurs pas de justification évidente puisqu'il aurait suffi d'instituer une monnaie commune : un euro convertible pour les relations de la zone avec le reste du monde, et des monnaies réajustables à l'intérieur. La seule raison qui permette de comprendre pourquoi on a ainsi mis la charrue avant les bœufs est que l'euro était conçu comme un instrument de discipline budgétaire et surtout salariale. Le recours à la dévaluation étant impossible, le salaire devenait la seule variable d'ajustement.

Le système a malgré tout fonctionné tant bien que mal jusqu'à la crise, grâce à la conjonction de plusieurs facteurs. Le premier est que certains pays (notamment l'Espagne et l'Italie) s'étaient constitué une réserve de compétitivité en laissant baisser leur monnaie avant qu'elle soit figée pour l'éternité au sein de l'euro. Puis le relais a été pris avec une croissance déséquilibrée qui profitait d'une possibilité offerte par l'euro, celle d'enregistrer un déficit commercial important sans que, et pour cause, sa propre monnaie soit menacée. C'est typiquement la voie choisie par l'Espagne dont le déficit commercial était de même ampleur que celui des Etats-Unis.

La trajectoire de l'Allemagne depuis la réunification a conduit dans un premier temps à un affaiblissement de ses excédents commerciaux. Son appareil productif était en effet réorienté vers un marché intérieur élargi, et soutenu par d'importants transferts de ressources publiques (ce que l'Allemagne n'a accepté de faire pour la Grèce que sous la menace d'une crise incontrôlable). C'est pour cette raison, et en fonction aussi de la politique des Etats-Unis, que l'euro s'est mis à baisser dès sa création, alors qu'il avait été conçu pour être une monnaie forte. Les exportations de la zone euro vers le reste du monde en ont profité. Enfin, les

---

\* article pour l'édition polonaise du *Monde Diplomatique*, novembre 2010

délocalisations intra-européennes ont eu au moins l'avantage de faciliter l'intégration des nouveaux Etats membres, mais sur la base de leurs avantages comparatifs.

Ces expédients ne pouvaient que s'épuiser, et les choses ont commencé à se détraquer avec la politique allemande de déflation salariale qui lui a permis d'accroître ses parts de marché, en majeure partie à l'intérieur de la zone euro. Même si la zone euro était globalement en équilibre, l'écart s'est ainsi creusé entre les excédents allemands et les déficits de la majorité des autres pays.

Dès la mise en place de l'euro, les taux de croissance des pays de la zone euro, loin de converger, ont eu tendance à diverger. La crise a brutalement accéléré cette polarisation de la zone euro en deux groupes de pays. D'un côté, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Autriche bénéficiaient d'importants excédents commerciaux et leurs déficits publics restaient modérés. De l'autre, on trouvait déjà les fameux « PIGS » (Portugal Italie Grèce Espagne) dans une situation inverse : forts déficits commerciaux et déficits publics déjà au dessus de la moyenne. Avec la crise, les déficits publics se sont creusés partout mais beaucoup moins dans la premier groupe de pays qui conservent des excédents commerciaux. Dans tous les autres pays, la situation se dégrade avec l'explosion des déficits publics, et un déséquilibre croissant de la balance commerciale.

L'endettement public prenant le relais de l'endettement privé, la crise financière s'est déplacée sur ce terrain. De ce point de vue, le récent plan de sauvetage de l'euro est en réalité le deuxième plan de sauvetage des banques européennes, puisque celles-ci détiennent une bonne partie de la dette grecque et de celle des autres pays menacés. Les attaques spéculatives sont utilisées comme argument en faveur d'un passage rapide à des plans d'austérité drastiques. Au fond, les gouvernements européens n'ont qu'un seul objectif : revenir aussi vite que possible au *business as usual*. Mais cet objectif est hors d'atteinte, précisément parce que tout ce qui a permis de gérer les contradictions d'une intégration monétaire bancaire a été rendu inutilisable par la crise. Sans inflexion radicale, ces orientations mènent au chaos (reprises fragiles et partielles) voire à l'éclatement de la zone euro.

### **Euro : en sortir ou pas ?**

Cette question est aujourd'hui soulevée, notamment dans le mouvement altermondialiste et dans les pays les plus frappés par la crise. Une sortie de l'euro aurait deux avantages. Il serait de nouveau possible de dévaluer la monnaie nationale et de rétablir ainsi la compétitivité. La dette publique pourrait être rachetée par la Banque centrale et serait donc financée par émission monétaire, ce qui est strictement interdit par les Traités européens.

Mais la sortie de l'euro comporte d'énormes risques. Revenir à une monnaie nationale, c'est exposer celle-ci à la spéculation internationale qui conduirait à une dévaluation de grande ampleur. Celle-ci conduirait d'abord à une inflation incontrôlée puis à une nouvelle dévaluation. L'émission monétaire destinée à financer le déficit budgétaire viendrait encore alimenter ce cercle vicieux inflation/dévaluation. La seule façon d'en sortir pourrait bien être alors un programme d'austérité au moins aussi dur, sinon plus, que ceux qui sont mis en place aujourd'hui. Même en admettant que le déficit puisse être comblé par émission monétaire, la dévaluation de la monnaie nationale augmenterait le poids réel de la dette publique, dans la mesure où celle-ci est en grande partie libellée en euros ou en dollars.

La voie progressiste choisirait au contraire de ne pas entériner le déficit, dans la mesure où celui-ci a été provoqué par les cadeaux fiscaux ou le sauvetage des banques. Mieux vaudrait donc une réforme fiscale qui mette à contribution les bénéficiaires des baisses d'impôts et les responsables de la crise. La question de savoir si on doit baisser les dépenses publiques ou augmenter les recettes est en effet strictement équivalente à celle-ci : qui va payer les pots cassés de la crise ?

Une mesure (parmi d'autres) permettrait de faire d'une pierre deux coups : elle consisterait à imposer aux banques un plancher de titres de la dette publique à une très faible rémunération. On assurerait ainsi une source de financement au budget de l'Etat, tout en faisant payer aux banques la garantie de fait que l'Etat leur assure en temps de crise.

### **Le délire de l'austérité**

La réponse des gouvernements européens au creusement des déficits est un tournant généralisé et brutal vers l'austérité budgétaire. C'est une véritable folie, parce qu'elle ne peut que casser la reprise. Affirmer le contraire, c'est aller à l'encontre de la théorie économique (« Le bon moment pour l'austérité, c'est le boom, pas la récession », disait Keynes) mais aussi du bilan des expériences passées.

Une étude récente du FMI (*World Economic Outlook*, FMI, Octobre 2010) établit qu'une « consolidation budgétaire » d'un point de PIB conduit à une baisse du PIB de 0,5 %, qui peut aller jusqu'à 1 % si une telle politique est étendue à un grand nombre de pays. Or, c'est le cas en Europe, et cela change tout : qu'un pays mène dans son coin une telle politique, c'est une chose. Mais c'en est une autre quand tous les pays européens le font en même temps. Or, ce mécanisme démultiplicateur n'est pas pris en compte, ou très partiellement, dans les prévisions d'où qu'elles viennent.

L'Europe pourrait-elle être sauvée par le reste du monde ? Cette voie est elle aussi bouchée. Les Etats-Unis sont englués dans une faible croissance et Obama ne pourra plus faire de relance (dans le meilleur des cas). La politique économique vient de bifurquer vers l'injection de liquidités (*quantitative easing*) qui remplit d'aise les spéculateurs et qui risque d'alimenter la prochaine bulle financière. Dans l'immédiat, elle conduit à une baisse du dollar qui va peser sur les exportations européennes.

Et les pays émergents ? Ils contribuent en effet à tirer la demande mondiale. Mais tous les pays européens ne sont pas aussi bien placés et cela ne peut qu'accentuer la divergence des trajectoires en Europe. Même dans le cas de l'Allemagne, les exportations vers les émergents ne pourraient compenser un fort ralentissement du marché européen : les PECO et la Chine ne représentent en 2009 que 16 % des exportations allemandes, et celles-ci dépendent encore majoritairement - à 63 % - du marché européen.

Pourquoi ce tournant brutal vers l'austérité ? La pression des marchés financiers est souvent invoquée. Mais cette pression n'existe que dans la mesure où les gouvernements européens n'ont rien fait pour la tuer dans l'œuf. Les raisons de fond sont ailleurs, et d'abord dans le refus de dépasser le chacun pour soi en coordonnant les politiques nationales. Mais la crise est surtout l'occasion et le prétexte d'une thérapie de choc visant à la fois à faire payer la crise à ceux qui n'en sont pas les responsables mais aussi à dégraisser une bonne fois pour toutes l'Etat social. Il suffit de constater que les plans d'austérité obéissent tous à deux grands

principes : réduire les dépenses en ciblant sur les dépenses sociales, plutôt qu'augmenter les recettes. Et quand on les augmente malgré tout, c'est par la TVA, l'impôt le plus injuste socialement, qui a en outre l'avantage éventuel d'une dévaluation camouflée.

Un rapide tour d'Europe montre que les gouvernements de gauche et de droite ne se distinguent en rien dans ce projet qui consiste à assommer les peuples, tout en leur expliquant qu'il n'y a pas d'alternative. Une telle régression sociale, d'une violence inédite, enclenche un processus de déstructuration des sociétés, et conduit à la dislocation de l'Union européenne. Elle risque bien de déboucher sur une nouvelle récession, à moins que les résistances sociales ne forcent les gouvernements à reculer.

## **Rupture et refondation**

Les gouvernements expliquent qu'il n'y a pas d'alternative. Rien n'est plus faux. Il y a au contraire un « trop-plein » de propositions. Il faudrait par exemple que l'Europe se dote d'un budget élargi visant à l'harmonisation et au financement d'investissements utiles. Il pourrait être financé par une imposition unifiée du capital qui aurait pour effet bénéfique de dégonfler une finance stérile.

Mais l'objection surgit immédiatement : si on attend l'émergence d'une « bonne » Europe pour mener de « bonnes » politiques, on risque d'attendre longtemps. Il serait effectivement absurde d'attendre une rupture simultanée et coordonnée dans tous les pays européens. La seule hypothèse stratégique que l'on puisse concevoir doit donc prendre comme point de départ une expérience de transformation sociale qui démarre dans un seul pays. Le gouvernement du pays en question prend donc des mesures comme l'instauration d'une taxe sur le capital. Mais s'il est lucide, il doit en même temps anticiper les mesures de rétorsion dont il va immédiatement être la cible : il instaure donc un contrôle des capitaux. En prenant cette mesure de protection de la réforme fiscale en cours, il entre ouvertement en conflit avec les règles du jeu européen. Mais il n'a pas pour autant intérêt à prendre l'initiative de sortir unilatéralement de l'euro, car la nouvelle monnaie serait immédiatement attaquée afin de mettre à bas l'économie du pays « rebelle ».

Il faut assumer l'inévitable conflit et construire un rapport de forces. Le premier point d'appui est la capacité de nuisance à l'égard des intérêts capitalistes : le pays innovant peut restructurer sa dette, nationaliser les capitaux étrangers, etc. ou menacer de le faire. Sauf dans le cas d'un tout petit pays, la capacité de riposte est considérable, compte tenu de l'imbrication des économies. Beaucoup pourraient y perdre : le bras de fer n'est pas inégal.

Mais le principal point d'appui résiderait dans le caractère coopératif des mesures prises. C'est une énorme différence avec le protectionnisme classique qui cherche toujours au fond à tirer son épingle du jeu en grignotant des parts de marché à ses concurrents. Toutes les mesures progressistes, au contraire, sont d'autant plus efficaces qu'elles se généralisent à un plus grand nombre de pays. Il faudrait donc parler ici d'une stratégie d'extension qui repose sur le discours suivant : nous affirmons notre volonté de taxer le capital et nous prenons les mesures de protection adéquates. Mais c'est en attendant que cette mesure, comme nous le proposons, soit étendue à l'ensemble de l'Europe. C'est donc au nom d'une autre Europe que serait assumée la rupture avec l'Europe réellement existante. Plutôt que de les opposer, il faut donc réfléchir à l'articulation entre rupture avec l'Europe néolibérale et projet de refondation européenne.